

Coup de chien

Journal de la Convergence des luttes anticapitalistes • CLAC

★Automne 2010

Coup de chien !

Coup de chien (n.m.) ***bourrasque, coup de tabac, émeute, malheur (…) ; tempête subite ; événement inattendu qui frappe brutalement ; coup dur ou événement pénible, a d'abord signifié « action perfide » (digne d'un chien).***

Le Sommet du G20 de Toronto est d'ores et déjà passé à l'histoire comme un fiasco aux proportions monumentales. Seuls les conservateurs et les économistes les plus bornés osent encore prétendre tout haut que cet inutile et dispendieux rassemblement de crapules en aura valu le coût et la peine.

C'est au bas mot 1,3 milliards de fonds publics que les bouffons du gouvernement Harper ont engouffrés dans cette farce de mauvais goût, dont 930 millions alloués à la « sécurité » (combien de compressions par-ci, de coupures par-là, de programmes sociaux charcutés ou éliminés ?). Sur le plan de la répression, le bilan est lourd : 1 110 arrestations ; 305 accusations criminelles initialement ; puis 227 ; puis au final un peu plus d'une centaine. Littéralement, trop d'incidents d'abus policier et de violations des droits fondamentaux pour qu'on puisse les compter. Du jamais vu dans l'histoire du Canada.

Puis, à l'intérieur de la forteresse, rien. Ou du moins, rien qui importe aux yeux des 99, 9% de la population mondiale. Des formules creuses, des vœux pieux, des consensus mous et un rendez-vous pour la prochaine sordide mise en scène du Groupe des 20 : Séoul, les 11 et 12 novembre 2010. La prochaine occasion pour les pourritures capitalistes de présider, sourire aux lèvres, à la catastrophe globale.

Table des matières

Éditorial p.2

Pourquoi nous sommes anticapitalistes p.4

Pourquoi nous nous opposons au G8/G20 .... p.7

Sur le respect de la diversité des tactiques p.9

Persécution politique, médiatique et judiciaire de la dissidence p.12

Le mouvement anticapitaliste & la solidarité avec les arrêté(e)s! ... p.14

Perspectives - Le défi de l'articulation des luttes anticapitalistes p.16

Soutien financier p.19





Mais il ne suffit plus de réitérer la corruption morale des dirigeants, de répéter *ad nauseam* que le système capitaliste mène le monde à sa perte. Encore faut-il, de leur côté, que les acteurs du mouvement anticapitaliste sachent faire le point ; examiner leurs réflexes, admettre leurs lacunes, remettre en question leurs méthodes et inventer une praxis qui corresponde concrètement aux objectifs qu'ils et elles se donnent.

Car un certain nombre de constats s'imposent dans la foulée de cette mobilisation historique contre le G20 de Toronto.

D'abord, le manque de cohésion, de vision et de stratégie globale de notre mouvement. La profonde ineptie des politiciens et la brutale incompétence des forces de police ne doivent pas nous faire oublier nos propres insuffisances. Si l'on peut dire aujourd'hui que la bataille de Toronto s'est soldée par un match nul, ce n'est pas parce que *nous* avons su faire valoir *nos* idées et *nos* tactiques (aussi diverses soient-elles), mais bien parce qu'*eux* ont brisé toutes les règles de *leur* prétendue démocratie. Au Québec, nous avons réussi à faire une mobilisation large et inclusive et à intégrer de nouvelles énergies dans le mouvement anticapitaliste local. Sur place à Toronto, nous avons bien perturbé la séance, comme nous l'avons pu, à la bonne franquette. Nous avons donné l'exemple de la résistance qui va de soi et avons respecté approximativement le rituel exutoire bien connu. Mais assurément, nous souhaitons plus et mieux que de participer machinalement au Spectacle. À la prochaine occasion, reprendrons-nous le même rôle? Et si oui, saurions-nous au moins définir une stratégie commune? Dès aujourd'hui? Sommes-nous en mesure d'impulser des mouvements anticapitalistes forts et cohésifs, au jour le jour, à travers nos communautés ?

Ensuite, il faut redoubler de vigilance et repenser notre manière de se coordonner entre différentes villes, dans le cadre de mobilisations larges. L'infiltration policière du milieu anarchiste ontarien a résulté en l'inculpation d'une vingtaine d'organisateurs et organisatrices du sud de l'Ontario et du Québec, dont deux membres de la CLAC, qui sont actuellement sous le coup de multiples accusations de complot. Il est grand temps de revisiter collectivement les bases de la prétendue culture de sécurité et de rechercher ensemble le juste équilibre entre l'organisation de type affinitaire et la mobilisation à caractère inclusif, de telle sorte que ni l'une ni l'autre ne soit compromise.

Finalement, nous avons eu une démonstration claire du fait que l'État est prêt à tout pour défendre le territoire capitaliste. Force est de constater que la répression et le harcèlement judiciaire des anticapitalistes sont handicapants. Le soutien aux inculpés du G20 prendra beaucoup de notre temps et de notre énergie au cours des prochaines années. Et cete solidarité est nécessaire. Mais d'un autre côté, la réaction excessive de l'État trahit une certaine nervosité. Là encore, il ne suffit pas de déplorer la criminalisation de la dissidence et de dénoncer le non respect de nos droits. Il faut continuer à se battre, rester sur l'offensive, refuser de se laisser repousser dans le coin. Et il ne faut surtout pas se laisser intimider. La meilleure façon de faire valoir son droit de protester… est encore de protester !

Mais au quotidien, il nous faut aussi mobiliser nos énergies pour mettre en place de réelles alternatives et récupérer les forces collectives et coopératives, ainsi que et les biens commun, pour les réorienter vers des projets qui nous correspondent et qui se basent sur d'autres valeurs que l'exploitation des autres et de l'environnement.

Il y a du pain sur la planche, mais nous ne manquons pas de ressources. À tout coup, notre solidarité triomphera de leur fourberie !

Ce journal se veut une espèce de foire aux questions. En quelque sorte, nous avons voulu revenir aux bases. En cela, certains textes s'adressent davantage aux néophytes qui s'intéressent aux idées anticapitalistes, alors que d'autres sont plutôt orientés vers les militants et militantes de longue date. Nous avons aussi voulu faire le point sur l'état actuel de nos luttes, car si nous constatons un certain regain d'énergie et d'enthousiasme du milieu anticapitaliste à Montréal, nous remarquons aussi une sorte d'éparpillement. Surtout, nous espérons que le contenu de ce journal serve à la réflexion et contribue à la formulation d'objectifs clairs et d'une stratégie pragmatique pour le mouvement anticapitaliste.
Si vous avez des commentaires ou des bêtises à formuler, n'hésitez pas à nous écrire à communications@clac2010.net.

Bonne lecture!



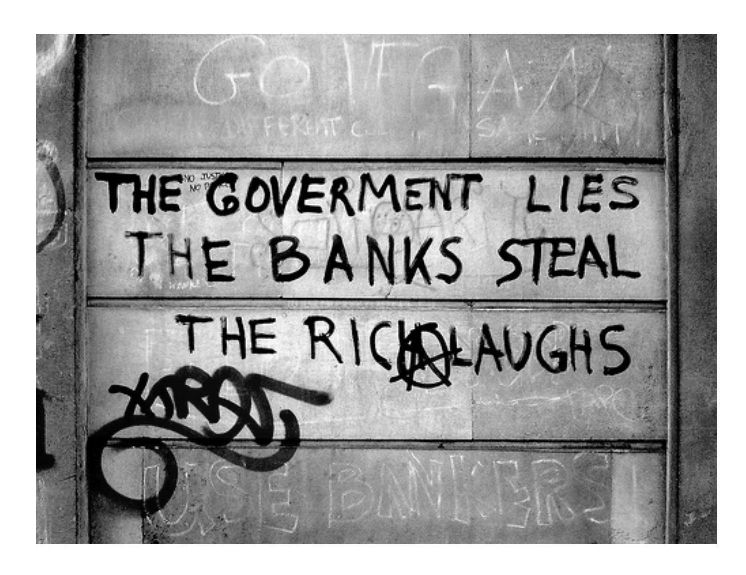
Pourquoi nous sommes anticapitalistes

Le capitalisme est un système économique et social qui repose sur quatre piliers idéologiques complémentaires : la propriété privée ; la recherche de profit ; la compétition ; et l'exploitation des travailleurs et travailleuses et des « ressources » naturelles).

Les anticapitalistes, par définition, s'opposent à ce système parce qu'ils et elles le jugent incompatible avec les intérêts à court, moyen et long terme des communautés humaines et non humaines, ainsi que des écosystèmes dont celles-ci dépendent. De façon générale, au modèle illustré ci-dessus les anticapitalistes cherchent à développer et mettre en pratique des modèles fondés sur un partage équitable des richesses, l'entraide et la coopération, un profond respect de l'environnement et des modes et moyens de production et d'échange dont les travailleurs et travailleuses (et par extension, les communautés qu'ils et elles forment) seraient en plein et souverain contrôle.

La mouvance anticapitaliste n'est pas monolithique : elle est formée de plusieurs tendances et déclinaisons. Le soi-disant « mouvement des mouvements » qui a émergé organiquement de l'opposition populaire à l'idéologie néolibérale et à la mondialisation des marchés à la fin du 20è siècle, ce qu'on a par ailleurs appelé mouvement « antimondialisation », « altermondialiste » ou mouvement de justice globale, a été fortement marqué et influencé par les idées et pratiques anticapitalistes.

La Convergence des luttes anticapitalistes, quant à elle, adhère à un ensemble de principes formulés dans le cadre d'une coordination internationale anticapitaliste et anti-autoritaire appelée Action mondiale des peuples. La CLAC s'inscrit donc dans une perspective et une logique anti-autoritaires.

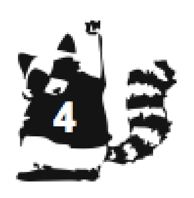


Le capitalisme comme régime d'exploitation systématique

Si l'on demandait à cent anticapitalistes les raisons pour lesquelles ils/elles s'identifient de la sorte, il y a fort à parier qu'on obtiendrait une centaine de variations sur un thème central : l'exploitation.

L'esclavage n'a jamais disparu. En fait, depuis que l'esclavage a été officiellement aboli dans les nations soi-disant civilisées de l'Occident, l'esclavage s'est transformé pour prendre une multitude de formes subtiles et pernicieuses d'exploitation légale. Le développement du capitalisme industriel et post-industriel a systématisé l'esclavage et l'exploitation. Dans les faits, l'absurde course au développement économique illimité[1] serait tout simplement impossible sans l'exploitation généralisée et l'épuisement des « ressources » humaines et naturelles.

1 Pour les anticapitalistes (mais ça devrait être une évidence pour n'importe qui), cette notion de « développement économique illimité », qui est à la base du système d'exploitation, est une chimère, une impossibilité mathématique et mensonge tragique qui mène actuellement le monde à sa perte.

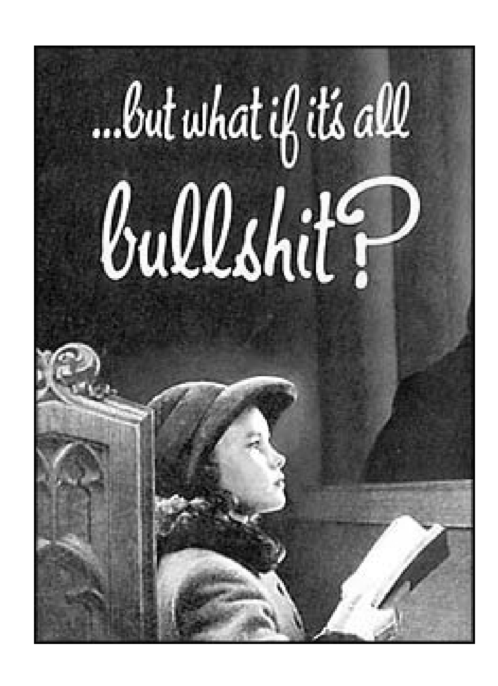


À l'exploitation de la classe ouvrière par la classe possédante, ou des pauvres par les riches (le schéma classique de la guerre des classes à l'ère industrielle), les anticapitalistes contemporains associent l'ensemble des formes d'exploitation liées à ce que nous appelons « l'apartheid global », soit le contrôle des ressources et du développement concentré dans les mains d'une élite minoritaire, principalement d'origine blanche et euro-américaine. En d'autres termes, la direction de la mondialisation capitaliste est principalement déterminée par des mécanismes et institutions (G8/G20, FMI, Banque mondiale, OMC, etc.) contrôlées par une clique d' « hommes riches blancs », qui agissent en fonction de leurs intérêts de classe.

Ainsi, dans le modèle néolibéral, soit la version la plus poussée de l'économie de marchés capitaliste, les dés sont pipés en faveur des pays les plus riches et des économies nationales les plus « développées », qui sont libres d'exploiter la main-d'œuvre bon marché et de s'approprier les « ressources » naturelles des pays du Sud global, sans pour autant devoir respecter leurs propres normes en matière de droit du travail ou d'environnement. On voit ainsi se multiplier au Sud les ateliers de misère (où s'échinent principalement des femmes et des enfants, sans aucune sécurité) et des chantiers d'extraction (mines, forages, mégaplantations, etc.) administrées au profit des puissantes transnationales.

En même temps, là où les biens de consommation circulent librement du Sud vers le Nord, la circulation des personnes est hyper contrôlée, ce qui pousse les plus pauvres à risquer leur vie afin de contourner les canaux d'immigration réguliers pour chercher de l'emploi dans l'économie parallèle des pays riches, là encore sans sécurité. La seule alternative réside souvent dans les « programmes de travailleurs étrangers », gérés par l'État, par lesquels les travailleurs et travailleuses renoncent à la sécurité d'emploi en échange d'un travail éreintant comme domestique ou ouvrier agricole, sans les bénéfices liés à un statut de résidentE permanentE.

Selon la même logique d'exploitation, les sociétés transnationales des pays riches sont libre de s'implanter où elles veulent pour extraire des matières premières qu'elles exportent ensuite vers les secteurs manufacturiers des pays industrialisés pour être transformées et mises en marché. L'extraction massive des matières premières, souvent soumises à des



normes laxistes et supervisée par des fonctionnaires corrompus, génère énormément de pollution et ruine les milieux naturels et les modes de vie traditionnels des populations locales, qui sont régulièrement poussées à l'exil et précipitées dans la pauvreté. En retour, cette pauvreté forcée en pousse plusieurs dans le cycle vicieux et périlleux de l'immigration « illégale ».

Le capitalisme soutient également l'exploitation industrielle des animaux, notamment en favorisant la surconsommation de produits animaux. En plus de maintenir l'esclavage systématique des animaux, l'agriculture industrielle est le plus important facteur de dégradation de l'environnement et la principale source de réchauffement climatique à l'échelle globale. D'autre part l'agro-industrie, qui est le modèle capitaliste de l'agriculture, concentre encore plus les terres aux mains de quelques grands propriétaires et multinationales en convertissant celles-ci en immenses monocultures destinées à l'exportation, dépossédant ainsi les communautés paysannes de leurs moyens de subsistance (et souvent les chassant littéralement de leurs foyers pour voler leurs terres), détruisant les économies locales et la souveraineté alimentaire nationales des pays du Sud et condamnant ainsi les populations à la famine, ainsi que des pays entiers à la dépendance alimentaire envers les géants de l'agro-business.



L'exploitation systématique, condition *sine qua non* et quatrième pilier du régime capitaliste, s'avère donc le principal moteur d'une civilisation envahissante qui détruit tout sur son passage au nom du progrès et du développement.

C'est dans ce contexte que s'est développé la mouvance anticapitaliste contemporaine.

Pour une coexistence viable en dehors du capitalisme

Il faudrait plusieurs volumes pour faire l'inventaire des horreurs du système capitaliste, mais quelques lignes suffisent à démontrer pourquoi il est nécessaire de s'y opposer.

Le problème, qui se pose aujourd'hui à touTEs les anticapitalistes, est de proposer des solutions de rechange. Malheureusement, dans un monde où les mécanismes du marché déterminent chacun de nos choix de vie et de consommation, il est devient extrêmement difficile d'imaginer des alternatives pratiques.

Il importe pour ce faire d'étudier les modèles qui ont précédé l'hégémonie capitaliste (et parfois prospéré en parallèle), des modèles fondés notamment sur la proximité, la communauté, le partage et l'entraide. L'expérience des communautés autochtones zapatistes du Mexique, par exemple, pourraient servir de modèle positif, avec l'importance donnée à l'autonomie vis-à-vis de l'État, à l'économie de subsistance et aux formes de gouvernance axées sur la responsabilité plutôt que sur le privilège.

Il faudrait également arriver à synthétiser la théorie anticapitaliste de la production (marxisme, conseils ouvriersnnement fondamental doit porter une remise en question de la domination exercée par l'humain sur le monde naturel et lui substituer une recherche honnête d'osmose et d'équilibre.

Finalement, il est nécessaire de s'interroger sur les moyens d'introduire plus profondément les modes d'organisation autonome, affinitaire et anti-autoritaire dans les pratiques sociales contemporaines, qui sont habituellement axées sur la construction de vastes mouvements sociaux et de contre-pouvoirs politiques au sein même du modèle hégémonique.

Ce n'est qu'en remettant radicalement en question les mécanismes d'oppression de la société capitaliste et patriarcale, en reconnaissant comment les oppressions de classe, de genre et de race se renforcent mutuellement et nous empilent les uns sur les autres dans cette immense Tour de Babel, que les anticapitalistes pourront proposer et construire des alternatives qui mettent en pratique des relations humaines et sociales libérées de ces oppressions. L'autre société que nous proposons en tant que libertaires n'est pas quelque chose à conquérir, mais quelque chose à construire, que *nous pouvons et devons* commencer à construire dès aujourd'hui, tout en nous afférant à détruire les bases du système capitaliste pour permettre l'épanouissement de tous et toutes dans la dignité.

Pourquoi nous nous opposons au G8/G20

Les gens qui prennent la rue en grand nombre pour manifester contre le G20 le font pour une raison très simple : signaler leur rejet des effets nocifs qu'entraînent les politiques du G20 dans leur vie et dans celle de leurs frère et sœurs partout sur la planète. En tant que Convergence des luttes anticapitalistes, nous nous sommes ponctuellement organiséEs en opposition au G20 pour les mêmes raisons qui nous poussent à nous organiser au jour le jour, d'année en année, dans nos communautés : parce que nous sommes écoeuréEs de la façon dont les plus puissantes économies continuent à transférer massivement la richesse des plus pauvres vers les plus riches… en prétendant que cet obscène détournement n'est rien d'autre qu'une saine «gestion»de l'économie mondiale.

Depuis l'époque de la colonisation et de l'esclavage, les pays de ce qui constitue aujourd'hui le Nord global, ou le « monde occidental », ont pillé les ressources et exploité la force de labeur de ce que nous appelons le Sud global, tout en donnant des miettes en retour. Des anciennes plantations de coton, de sucre et de café jusqu'aux méga plantations de l'agro-industrie moderne, en passant par les Programmes d'ajustement structurel, l'économie globalisée perpétue le même schéma de pillage systématique. Près de 500 milliards de dollars sont transférés du Sud au Nord chaque année. Des décennies « d'ajustement structurel », de privatisation des services sociaux et de transfert de la propriété de la terre et de la production agricole aux intérêts étrangers ont systématiquement approfondi les conditions de pauvreté dans les anciennes colonies. En même temps, les administrateurs des puissantes économies du Nord se remplissent les poches, même au cœur des prétendues « crises économiques ».

Nous nous opposons au fait que, malgré que les marchandises circulent librement au-delà des frontières, il est de plus en plus difficile pour les migrantEs de s'établir de façon sécuritaire et légale dans d'autres pays pour y vivre leur vie avec dignité, au lieu d'être considéréEs comme des « parasites » qui «ne mérite pas la chance qu'ils ont ». Les véritables parasites sont les leaders de l'économie mondialisée, qui exploitent impunément le travail des plus pauvres. Nous nous opposons également à la dépendance croissante des pays du Nord sur les programmes de travailleurs temporaires, en vertu desquels les migrantEs sont traitéEs comme de la marchandise, utiliséEs pour faire le travail dont personne ne veut, puis déportéEs sans pitié. Nous n'acceptons pas que leurs corps soient traités comme des outils pour générer des profits et accumuler de la richesse dans les usines et les champs du Nord global, et non pas comme des êtres humains à part entière, qui méritent de s'installer ici et de fonder un foyer.

Les profits n'ont tout simplement pas plus de « valeur » que la vie humaine. Nous nous opposons à la façon par laquelle la prétendue «crise économique » est utilisée par le gouvernement du Canada et des provinces pour mettre en place des programmes d'austérité, qui ne peuvent et ne doivent pas être compris autrement que comme une guerre contre les pauvres. Nous ne pouvons que nous opposer aux compressions des services sociaux, des services aux femmes, des programmes de lutte à la pauvreté, de soutien aux communautés autochtones, alors que le budget alloué à la construction de nouvelles prisons a presque doublé au Canada.







Nous croyons que les pays du G20 n'ont aucune juridiction légitime dans un pays qui a été construit sur des terres volées aux autochtones, avec l'exploitation du labeur de personnes de couleur, ici et partout sur la planète.

Nous croyons que les 20 plus grosses économies mondiales ne peuvent pas être considérées comme moralement légitimes pour gouverner l'économie de la planète au complet, étant donné que le système capitaliste mondial est fondé sur le pillage des ressources et l'exploitation systématique. Nous nous opposons au G20 parce que nous désirons des modèles économiques et politiques qui sont sensés, consensuels, justes et non coercitifs, et que nous refusons de reconnaître la légitimité du pillage légalisé qui définit le contrôle qu'exerce le G20 sur nos vies.





Sur le respect de la diversité des tactiques

Depuis une dizaine d'années, les mobilisations populaires contre les figures et institutions de la mondialisation capitaliste ont été ponctuées de débats et de chicanes autour de ce qui est maintenant convenu d'appeler « la diversité des tactiques ». Au sein de la Convergence des luttes anticapitalistes, ce questionnement collectif a été pratiquement épuisé (en faveur du *respect* de la diversité des tactiques) à l'époque des mobilisations contre le Sommet des Amériques d'avril 2001 et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Mais pourquoi la CLAC (ainsi qu'une grande partie des mouvements anticapitalistes de base) s'attache-t-elle encore à ce principe, malgré le barrage de critiques qui se déchaînent aussi bien à gauche qu'à droite lors des mobilisations comme celles qui ont récemment marqué le Sommet du G20 à Toronto ? Le présent texte tente une réponse sommaire à cette question cruciale.

Ce que *n'est pas* la diversité des tactiques

Il convient d'abord de rappeler que ce dont il est réellement question, c'est du RESPECT de la diversité des tactiques dans le cadre de nos campagnes d'action et de mobilisation. Il n'est donc pas question pour une coalition d'affinité comme la CLAC, comme certains démagogues se sont d'ailleurs plu à le suggérer, d'endosser complètement toutes formes d'action sans jugement critique.

À ce titre, on a pu lire récemment sous la plume des commentateurs réactionnaires (et de certains réformistes en mal d'attention…) que la formule « diversité des tactiques » serviraient de « code » et signalerait en réalité un feu vert au *free-for-all*, c'est-à-dire aux actes de violence aléatoires et inconsidérés. Cette interprétation «conspirationniste» (une autre notion à la mode ces temps-ci) trahit soit une compréhension oblique du concept, soit une mauvaise foi crasse et calculée, soit un mélange toxique des deux.

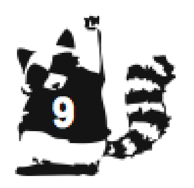
Pourtant, la formule est plutôt sans équivoque : les individus, collectifs et organismes qui s'unissent pour mener campagne s'engagent à respecter la DIVERSITÉ (*caractère, état de ce qui est divers*[1]) des TACTIQUES *(ensemble des moyens coordonnés que l'on emploie pour parvenir à un résultat*[2]) déployées dans le cadre de ladite campagne. Reste alors à définir le RÉSULTAT collectivement escompté. Malheureusement, tout le monde ne s'entend pas là-dessus…

Anticapitalisme et réformisme : des intérêts irréconciliables ?

De façon générale, les mouvements anticapitalistes cherchent, dans un premier temps, à démontrer le caractère illégitime des États et institutions qui promeuvent, régulent et régissent la mondialisation capitaliste et, dans un second temps, à abolir ces États et institutions pour leur substituer des modèles de co-existence qui mettent en valeur l'entraide, le respect de la vie, la justice sociale, l'égalité et la préservation de l'environnement plutôt que la recherche aveugle de profit et le prétendu développement économique.

Le problème est que certaines institutions, comme le cirque ambulant du G20, n'attirent pas seulement l'opposition des anticapitalistes, mais également celle de groupes réformistes qui, eux, n'aspirent tout simplement pas aux mêmes résultats. C'est pourquoi il n'est pas rare que des figures influentes des organisations réformistes refusent d'adhérer au principe de diversité des tactiques et n'hésitent pas à dénoncer les actions illégales que d'autres éléments du mouvement considèrent légitimes et nécessaires.

1 Le Petit Robert de la langue française
2 *idem*



On touche ici au débat sur l'emploi de la violence et le recours aux actions illégales de désobéissance.

Sur la légitimité (de l'État et de la désobéissance)

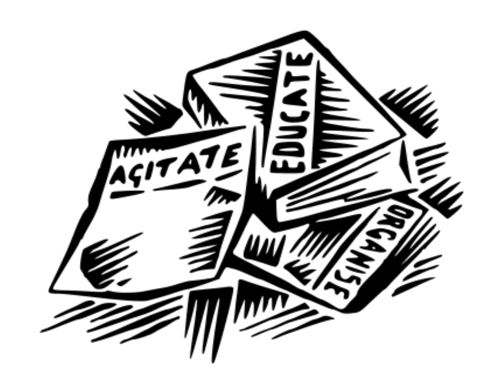
L'État peut se définir, entre autre, par le monopole qu'il s'arroge sur l'usage de la violence physique prétendue légitime[3]. C'est en vertu de ce prétendu « contrat tacite » entre la classe dirigeante et la population que le gouvernement peut déployer la police et/ou l'armée afin de protéger les riches et leurs intérêts, comme on a pu le constater spectaculairement lors du récent sommet. Or ce prétendu monopole est considéré parfaitement *illégitime* par les anarchistes, certains communistes et même une grande partie de la population dite civile. Il en va de même de la notion de « légalité », c.-à-d. la légitimité présumée des lois et des institutions mises en place pour les faire respecter. Pour la majorité des anticapitalistes, les lois sont perçues comme un ensemble de mécanismes mis en place par les riches pour défendre leurs propres intérêts.

D'un autre côté, les institutions soi-disant progressistes de la société dite civile (ONG, syndicats, gauche électoraliste, milieu communautaire, etc.), généralement réformistes, dépendent littéralement de leur adhérence aux mécanismes, institutions et obligations imposés par la culture politique dominante, y compris la « légalité » et le monopole de la violence.

Entre ces deux pôles se trouve toute une nébuleuse d'acteurs sociaux plus ou moins contestataires qui ont diverses raisons de s'opposer à divers aspects de la mondialisation capitaliste et ses institutions.

En termes de tactiques, au fil de l'histoire, la dissidence et la contestation (et conséquemment les avancées sociales) s'est *toujours* manifestée par la désobéissance civile : parfois de façon non violente, parfois de façon violente.

Là où les institutions soi-disant progressistes n'hésitent pas à inscrire leurs campagnes et actions dans le cadre d'une contestation purement symbolique (manifestations encadrées, moyens de pression non violents, etc.), rejetant explicitement tout recours aux actions illégales



ou violentes, d'autres considèrent que cette position revient à accommoder implicitement les intérêts de l'État et de la classe dominante et, en quelque sorte, à légitimer l'illégitime.

Ce qu'est la diversité des tactiques

Ainsi, le respect de la diversité des tactiques se présente comme un principe fondamentalement anti-autoritaire, en vertu duquel les organisateurs et organisatrices des campagnes d'action et de mobilisation anticapitalistes reconnaissent la diversité des acteurs de la dissidence et de la contestation, d'une part, et l'illégitimité de l'État capitaliste et de ses institutions, d'autre part. Sur la base de ce constat de diversité (que chaque personne agit en fonction de sa propre expérience, de ses propres convictions, du niveau de risque qu'elle juge acceptable, etc.) ils et elles se refusent à porter un jugement de valeur sur les formes d'actions privilégiées par lesdits acteurs.

Pour être clair, la CLAC ne se complait pas dans la glorification de la violence insurrectionnelle ou révolutionnaire : elle s'oppose tout autant à l'usage dogmatique ou romantique de la violence qu'à la non violence dogmatique. Mais la CLAC estime que les moyens d'action directe contre l'État, les institutions du capitalisme global, les sociétés transnationales et les forces de police déployées pour en défendre les intérêts, sont tout à fait légitimes.

En conclusion

Essentiellement, tout le débat revient à l'importance que l'on accorde collectivement à deux concepts-clés : la légitimité (de l'État, du capitalisme, de la police, d'une part ; des actions de désobéissance et de dissidence, d'autre part) ; et la stratégie (la *coordination* des tactiques déployées en vue d'atteindre un objectif commun).

3 http://fr.wikipedia.org/wiki/Monopole_de_la_violence

Il se trouve que si nous avons une assez bonne compréhension des forces en présence et des intérêts qui les sous-tendent (la *légitimité* des tactiques déployées), nous n'avons toujours pas réussi à définir pour nos mouvements une série d'objectifs clairs et de moyens de coordination efficaces pour les atteindre (la *stratégie* nécessaire).

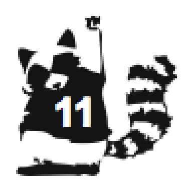
En d'autres termes, il serait peut-être temps pour le mouvement anticapitaliste d'ouvrir un nouvel examen de conscience sur la *complémentarité* des tactiques et, par voie de conséquence, sur la nécessité de définir des objectifs concrets et une stratégie commune pragmatique.

Plus de lecture:

MALATESTA, Errico: *Anarchism & Violence*
http://www.zabalaza.net/pdfs/varpams/anok&violence_em.pdf

CHURCHILL, Ward: *Pacifism as Pathology: Reflections on the Role of Armed Struggle in North America*
http://wiki.cambridgeaction.net/images/c/c7/Pacifism_As_Pathology.pdf

GELDERLOOS, Peter: *How Nonviolence Protects The State*
http://zinelibrary.info/files/How%20Nonviolence%20Protects%20The%20State.pdf



Persécution politique, médiatique & judiciaire de la dissidence

Les 26 et 27 juin dernier, plus de 1000 personnes ont été arrêtées dans le cadre des manifestations organisées contre la tenue du G20 à Toronto. Cette opération de répression policière et d'arrestations massives et arbitraires est d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du Canada. Les policiers ont violé sans entrave les droits fondamentaux des manifestantEs. Ils ont procédé à des entrées par effraction sans mandat chez des militantEs, à des fouilles illégales systématiques sur la rue, à des enlèvements de manifestantEs effectués par des agents en civil ; ils ont détenu des gens durant des heures sans accusations formelles, ont fait des menaces à caractère sexuel contre des femmes et ont utilisé toutes sortes de tactiques d'intimidation psychologique contre les personnes arrêtées.

Mais il faut replacer cette violence étatique dans son contexte social, économique et politique. Suite à la crise financière et au détournement de fonds publics vers les banques, qui ont débouché sur des déficits budgétaires dans la majorité des pays occidentaux, la question de la dette est utilisée comme prétexte parfait pour accélérer la mise en œuvre des mesures économiques ultra néo-libérales et anti-sociales de la droite dans les pays du Nord. Les populations occidentales subissent la mise en place d'une série de mesures d'austérité budgétaires de la part de leurs gouvernements respectifs (hausses de taxes, coupures dans les programmes sociaux, privatisation des services, etc.) qui font reculer leurs acquis et mènent tout droit vers la précarité. Dans les pays du Sud, les populations souffrent de cette violence économique depuis déjà bien longtemps, et s'est pourquoi on y voit plus de contestation sociale qu'au Nord. Mais on y constate également plus de répression politique. En fait violence politique et économique vont de pair.





Il faut être conscient que le gouvernement Harper prépare le terrain. Les gouvernements savent que plus ils vont accélérer leurs mesures d'appauvrissement, plus la grogne populaire risque de se radicaliser. Lors du Sommet du G20 à Toronto en juin dernier, l'État canadien a voulu faire l'étalage de sa force et démontrer aux manifestantEs de quoi il est capable. Le message était clair : les libertés civiles peuvent être suspendues à tout moment si l'État en décide ainsi. Vous serez écrasés et votre message sera invisible, car la manipulation médiatique sera telle que les victimes de la répression seront montrées comme des criminels, afin que la population accepte l'action de l'État.

En situation de crise ou face au mécontentement social, le rôle de l'État est de montrer que lui seul a le monopole de la force. C'est un principe de base bien connu de « stratégie de la guerre » ; montrer à l'ennemi la supériorité de sa force en déployant un arsenal si impressionnant qu'on le dissuade d'agir, tentant ainsi de gagner la guerre avant même qu'il y ait conflit.

Ainsi, à Toronto, l'objectif de l'État canadien vis-à-vis le mouvement de contestation de masse était de terroriser et de décourager les gens de manifester. On veut que le travailleur moyen, la chômeuse ou l'étudiante, hésitent à se rendre dans de grandes mobilisations par peur de revivre ce degré de violence ou par peur de risquer l'arrestation, les frais d'avocats et le casier judiciaire. L'État a voulu intimider et « donner une leçon » aux manifestantEs. Pour ce qui



est du message qu'il a voulu livrer aux anticapitalistes et aux anarchistes : leur rappeler qu'être l'ennemi du système a un coût et des conséquences. En portant des accusations de complot d'une sévérité sans précédent contre une poignée de boucs émissaires qu'on essaie de faire passer comme les leaders du mouvement, l'État cherche à déstabiliser, à semer le doute dans les esprits. La chasse aux sorcières continue des mois après la fin du Sommet ; de nouveaux mandats d'arrestation sont annoncés périodiquement pour continuer à faire planer la menace, comme un outil de dissuasion et de contrôle.

Partout dans le monde la répression politique à un *modus operandi* qui comprend diverses tactiques : l'action des services de renseignements (surveillance, interceptions des communications, filatures, infiltrations, montages et sabotages), la diffamation publique (entre autres par le biais des médias), et la criminalisation (par le biais du système judiciaire). Ces tactiques sont déployées à différents degrés selon le contexte national où l'on se trouve.

À l'heure où les crimes d'État sont de plus en plus banalisés sur la scène internationale et que la sécurité nationale prime sur les droits individuels et collectifs, le discours des médias de masse façonne l'opinion publique en faisant un dangereux amalgame entre résistance populaire, criminalité et même terrorisme. Cette désinformation, qui vise à délégitimer l'action politique et la stigmatiser aux yeux du public, pose de sérieux défis. Nous devons démasquer les intérêts économiques qui se cachent derrière l'État et son appareil répressif et éviter de tomber dans le piège de la dépolitisation de notre discours pour se retrancher uniquement dans la défense de droits. Il est crucial de mener une réflexion quant aux stratégies que nous devons mettre de l'avant, pour réaffirmer la légitimité de nos actions et de notre lutte face à la potentielle criminalisation de nos organisations ou de ses membres. Mais pour cela, il nous faut atteindre la maturité politique qui nous permettra d'être autocritiques, d'analyser à tête reposée les stratégies que l'État déploie contre le mouvement anticapitaliste et avoir la capacité de réévaluer nos modes d'organisation et nos tactiques quand le contexte l'exige, afin de les améliorer et de faire avancer notre lutte pour un changement social radical.

En associant militantEs pour le changement social, criminalité et, ultérieurement, terrorisme, l'État et les médias corporatifs (fervents défenseurs du *statu quo*) visent à museler les organisations, à entacher leur réputation et à les marginaliser. Dans ce contexte, les anticapitalistes ne peuvent pas se permettre de s'isoler du mouvement social plus large*,* même si celui-ci est encore faible. Notre seule avenue est de construire un rapport de force et pour cela nous devons remédier à l'actuelle dispersion du mouvement. Plus que jamais, il nous faut unir les diverses luttes spécifiques que mènent nos groupes libertaires au quotidien, que ce soit sur une base locale ou internationaliste, dans un mouvement anticapitaliste fort, et l'articuler aux luttes populaires plus larges, afin de les amener à se mobiliser avec nous contre le capitalisme et ses attaques incessantes sur nos vies !



Le mouvement anticapitaliste & la solidarité avec les arrêté(e)s!

Quand on participe à la lutte anticapitaliste durant plusieurs années, on finit par se faire arrêter par la police à un moment ou à un autre, c'est un signe que ce qu'on fait dérange. Si vous militez depuis longtemps et que vous ne vous êtes jamais fait arrêter, soit : 1- félicitations, vous avez une excellente culture de sécurité, ou 2- changez de stratégie, le gouvernement n'a pas peur de vous pantoute!

Évidemment, quand il y a des arrestations de masse cela fait mal au mouvement mais, heureusement, et contrairement aux capitalistes, une de nos valeurs préférée est la solidarité, alors personne n'est jamais laissé derrière. En effet, il est important pour nous d'appuyer, de sortir de prison, d'aider pour la défense juridique, de soutenir financièrement, etc., toutes les personnes arrêtées dans le cadre de la lutte. Il y a le côté public du soutien et le côté personnel aussi.

Comme nous considérons les arrestations de militantEs comme politiques, indépendamment de ce que la personne arrêtée est accusée d'avoir fait, et qu'elle l'ait fait ou pas, nous trouvons important de dénoncer publiquement les arrestations comme étant effectuées dans le cadre d'une répression politique contre la dissidence. Bien sûr, quand on se fait arrêter, l'État doit nous donner une accusation précise ; « attroupement illégal », « méfait », « assaut contre un policier », « troubler la paix », etc. Évidemment, les conséquences de ces accusations peuvent être très différentes mais, en réalité, ces charges servent toutes le même objectif : elles sont une excuse de la police et de l'État pour freiner la lutte politique et communautaire, parce que cette lutte est efficace et parce que lorsque nous nous faisons arrêter, c'est plus facile pour eux de nous faire passer pour des voyous et nous délégitimer.



Heureusement, nous savons que notre lutte est légitime et c'est pourquoi nous dénoncerons toujours les arrestations politiques dans les médias, nous ferons des manifestations de soutien avec les arrêtéEs et nous ne nous laisserons pas séparer entre « bonNEs » et « mauvaiSEs » manifestantEs. Il est aussi important de ne pas mettre trop d'énergie dans les mécanismes créés par l'État pour défendre nos droits, car ceux-ci ne sont là que pour donner une illusion que notre société est juste et équitable et que nous sommes protégéEs contre les abus policiers et avons le droit à la dissidence politique.

La part la plus exigeante du travail de solidarité avec les arrêtéEs, qui prend beaucoup de temps, d'énergie et d'argent au mouvement, mais qui est très importante au niveau humain, est le soutien individuel aux arrêtéEs. Évidemment, nous nous organisons en groupe pour la défense juridique, mais il est important que chaque personne reçoive personnellement l'appui dont elle a besoin. Cela implique évidemment la défense juridique et les frais encourus, mais aussi le soutien psychologique et moral ; le fait de savoir que des gens sont là pour nous soutenir, surtout lorsque nous sommes détenuEs et isoléEs.

Souvent, les procédures juridiques après une arrestation sont interminables et le mouvement de solidarité s'épuise, car il a ses limites et les autres luttes continuent. Mais, nous devrions toujours considérer le soutien aux arrêtéEs comme faisant partie de la lutte, parce que de nous organiser en une communauté solidaire, avec des liens forts entre les personnes, fait aussi partie des idéaux que nous cherchons à atteindre, c'est pourquoi nous ne devons pas oublier de continuer la solidarité avec les personnes arrêtées, quoi qu'il arrive.



Évidemment, le travail de soutien aux personnes ayant été victimes des arrestations massives qui ont eu lieu durant le G20, une répression politique sans précédent pour notre mouvement (au Canada), nécessite des énergies énormes. Les militantEs qui n'ont pas été arrêtéEs durant cette fin de semaine là et sont restéEs à Toronto pour s'assurer que soient libéréEs le plus de gens possible et pour payer les cautions ont fait un travail extraordinaire. Nous devons continuer ce travail d'une façon encore plus assidue que pour les autres arrestations massives auxquelles a fait face le mouvement car, cette fois, beaucoup de personnes n'ont pas été libéréEs tout de suite. D'ailleurs, quelques personnes sont toujours détenues et les arrestations continuent encore après plusieurs mois. De plus, nous n'avons jamais eu d'aussi importants montants d'argent à fournir pour faire sortir des gens de prison, et les conditions de libération que subissent certainEs arrêtéEs sont inhumaines et inouïes pour les accusations auxquelles ils et elles font face.

En effet, une vingtaine de personnes, que la police considère comme des leaders et qui ont été arrêtées préventivement le samedi matin avant la manifestation, ainsi que des personnes qui ont été arrêtées jusqu'à plusieurs mois après le G20 avec des accusations de méfaits, ont dû payer plusieurs milliers de dollars pour être libérées de prison. Des garantEs ont dû s'engager pour des montants de plusieurs dizaines de milliers de dollars en cas de non respect des conditions de libération de la part des accuséEs. De plus, ces accuséEs sont assignéEs à résidence, chez leur garantE, et certainEs ne peuvent même pas sortir pour aller travailler. Ils et elles font aussi face à des conditions de non association, de ne pas participer à des manifestations publiques, de ne pas utiliser de téléphone cellulaire, etc. Bref, leurs droits les plus fondamentaux sont complètement brimés. Ainsi, nous devons donner un important soutien à ces accuséEs, dont la vie est complètement bouleversée par ces conditions et qui risquent des peines de prisons si ils et elles sont déclaréEs coupables.



Les policiers de Toronto cherchent encore des gens à arrêter pour le G20 et ainsi légitimer les abus contre les droits fondamentaux qui ont été perpétrés, ainsi que le milliard de dollars dépensé durant la fin de semaine du G20 à Toronto. Cependant, nous ne devons pas oublier que ce que l'État cherche à faire en élevant significativement le niveau de répression politique contre le mouvement anticapitaliste est de nous affaiblir, de nous briser et de décourager les gens à se joindre à nous. Nous devons donc utiliser cette épreuve pour solidifier le mouvement, pour endurcir nos liens de solidarité et être encore plus fortEs. L'important, c'est de ne pas nous laisser abattre et de continuer la lutte ; le fait de rester debout face à la répression est une victoire en soit pour le mouvement !



Perspectives - Le défi de l'articulation des luttes anticapitalistes

Des luttes globales aux luttes locales spécifiques; réflexions sur « le mouvement »

De la mobilisation organisée par le Comité d'accueil du G20 à Montréal en 2000 à la récente mobilisation de la CLAC2010 contre le Sommet du G20 à Toronto en juin dernier, bien de l'eau a coulé sous les ponts de la gauche radicale montréalaise. Dix ans plus tard, il serait sain que le « milieu militant », comme on l'appelle souvent, ait la maturité politique de prendre le temps faire un bilan et se livrer à des réflexions collectives. Non pas strictement au sujet de la récente mobilisation contre le G20, mais surtout amorcer une sincère introspection quant à l'évolution de ses organisations et de ses luttes dans les dix dernières années, ainsi qu'à l'état actuel du mouvement anti-capitaliste, principalement composé d'individus et de groupes anarchistes de diverses tendances.

Au Québec, après le Sommet des Amériques, la CLAC qui avait été formée en 2000, principalement pour travailler autour de la grande mobilisation contre la ZLÉA d'avril 2001, continue d'organiser des manifestations durant quelques années et de mobiliser sur des enjeux globaux. Mais graduellement, il y a essoufflement. Au sein de la gauche radicale et des groupes anarchistes surtout, de nombreux questionnements émergent sur le fait d'être constamment « en réaction » à l'agenda des gouvernements. On met de l'avant l'importance de construire un travail de terrain au niveau local, travail qu'on met souvent en opposition avec ce qu'on a appelé « la course aux Sommets » et les mobilisations ponctuelles en fonction de la conjoncture. La critique veut qu'on cesse de travailler sur des enjeux globaux, plutôt abstraits pour la majorité de la population, et qu'on se concentre sur des luttes locales spécifiques, sur des enjeux précis qui touchent les gens plus directement au quotidien et sur lesquels on croit pouvoir construire un travail de base à long terme.



À partir de 2003 environ, on voit émerger une panoplie de petits collectifs qui décident de faire un travail sur des enjeux spécifiques (locaux ou de solidarité internationale), un travail basé, en théorie, sur le long terme. Tous les thèmes sont à l'ordre du jour et, malgré le fait que le milieu anarchiste s'acharne à faire une dichotomie entre ceux et celles qui se penchent sur des enjeux globaux et ceux et celles qui font un travail local, l'éventail du travail développé permet de plus en plus de démontrer les impacts du capitalisme dans nos vies quotidiennes. On y retrouve la lutte à la pauvreté et le droit au logement mené par le Comité des Sans Emploi et la Clac-Logement (du squat de 2001 au Tent city de 2004), la question de l'environnement et la souveraineté alimentaire (Pain, Panais et Liberté, Agit-Bouffe, Liberterre, les Jardins de la résistance, le jardin de Kanehsatake), les luttes de quartier (Pointe Libertaire, CSA en 2009), la lutte contre l'impérialisme, la guerre et ses profiteurs chez nous (Bloquez l'Empire 2003-2007), les collectifs de solidarité avec les peuples et communautés en résistance de Palestine, Colombie et ailleurs (PASC créé en 2003, Tadamon créé en 2005), de la première marche de Personne n'est Illégal pour les droits des immigrantEs, sans-statut et réfugiéEs dans le cadre de la mobilisation contre l'OMC (2003) jusqu'à la marche sur Ottawa de Solidarité Sans Frontière (2005), en passant par les diverses batailles contre les déportations qui continuent aujourd'hui, la lutte contre le profilage racial et la stigmatisation de communautés sous le discours anti-terroriste (coalition Justice pour Adil Charkaoui, Commission Populaire en 2006, Apatrides Anonymes), les *do it yourself* et espaces autonomes - médias indépendants (CMAQ), librairie et bibliothèque anarchiste (L'Insoumise, le DIRA)-, la lutte incessante contre la brutalité policière (COBP), solidifiant ses liens avec les familles des victimes depuis 2008 (Coalition Justice pour Anas, la Crap, etc.), les luttes des féministes radicales, celles des



communistes libertaires (Nefac/UCL) et une quantité de zines, journaux (Le Trouble, La Mauvaise Herbe, etc.) et autres collectifs qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Cette « explosion » de petits collectifs a eu et continue d'avoir plusieurs impacts positifs importants. Le mouvement s'est diversifié et avec lui notre analyse de l'impact du capitalisme sur le quotidien des gens, permettant l'émergence d'un discours anticapitaliste sur divers enjeux et thématiques, auparavant chasse gardée des groupes communautaires, syndicats et ONG. Ainsi, cela a permit aux libertaires de sortir des espaces principalement étudiants comme base à leur mobilisation, pour aller rejoindre d'autres secteurs de la société et initier un travail « de base sur le long terme ». Les diverses luttes spécifiques qui ont réussi à perdurer sont essentielles à l'enrichissement du mouvement anticapitaliste parce qu'elles permettent de dépasser les moments de contestation plus symboliques et ponctuels des grandes mobilisations et de s'enraciner localement ; elles permettent un processus de construction tangible.

Cependant, la diversification du mouvement anarchiste en de nombreux collectifs menant des luttes spécifiques, souvent en termes de défense de droits dans une perspective anticapitaliste, a aussi entraîné la dispersion du mouvement.

La tentative de la CLAC en 2003-2004 de se restructurer en coalition de groupes a été vouée à l'échec. Plusieurs raisons peuvent être invoquées, mais la principale est sans doute « le manque d'un quelque chose de concret à faire ensemble ». Se réunir simplement pour se partager de l'information sur ce que chaque groupe fait, alors que cette info circule amplement par *internet*, n'avait plus aucun intérêt.

D'un autre côté, si nous avons besoin de « quelque chose de concret à faire ensemble » pour articuler nos luttes, ce quelque chose sera probablement toujours ponctuel, selon une conjoncture particulière. Il semble que les efforts en termes de temps et d'énergie que demande le fait de se coordonner, ne peuvent être soutenus de manière continue, puisque la majorité des groupes ont déjà leur travail sur une lutte spécifique à mener sur le long terme. Que faire alors de la structure ayant été crée pour travailler ensemble, entre ces « moments de coordination» ? L'exemple du Bloc AMP peut être pris. Pour plusieurs, il s'agissait d'une solution ; une structure ou un ensemble de groupes adhèrent à des principes communs, qui est activée seulement lorsqu'une conjoncture précise nous semble propice à un travail commun. Pourtant, cette solution de rechange qui permettait de ne pas avoir à maintenir inutilement la bureaucratie d'une structure de coordination de manière continue, n'a donné que des résultats mitigés ; aux appels lancés par le Bloc AMP, seuls quelques individus ont répondu.

L'œuf ou la poule…
Coalitions selon la conjoncture ou espaces de coordination hors de l'urgence ?

Il y a lieu de se demander pourquoi les collectifs anarchistes montréalais ne répondent plus, ou du moins très peu en tant que groupes, aux appels à la coordination et à la mobilisation de masse. Est-ce parce les groupes ou individus qui la composent croient que la mobilisation de masse, sur des enjeux plus larges, n'est plus ou pas nécessaire ? Croyons-nous que nous pouvons/devons construire un mouvement en se concentrant uniquement sur des luttes spécifiques à long terme, chacun de notre côté ? Faisons-nous vraiment le lien entre ces luttes spécifiques ; notre perspective anticapitaliste sur chacun de ces enjeux et le lien entre ceux-ci sont-ils visibles en dehors de nos têtes et de nos milieux restreints ? Est-ce parce que les appels à travailler ensemble sont presque toujours faits dans le contexte d'un appel à une mobilisation large ponctuelle et que certainEs voient l'intérêt d'articuler nos groupes et nos luttes plutôt en-dehors de l'urgence ?





Alors quel sera le bon prétexte, ou le bon moment, pour appeler à cet espace de coordination et surtout comment faire pour que les collectifs y voient un intérêt stratégique suffisant pour freiner un peu leur course à l'activisme et prendre le temps de mener cet exercice en dehors d'un « quelque chose de concret à faire ensemble, tout de suite » ?

Sauf exceptions, il faut faire le constat que les collectifs qui mènent des luttes spécifiques (collectifs qui, soit dit en passant avec les années, sont de moins en moins nombreux) sont dans bien des cas de plus en plus petits à l'interne, composés des mêmes vieilles militantes et vieux militants et souvent de plus en plus hermétiques, parce que de plus en plus affinitaires. Sommes-nous en train de nous refermer sur nous-mêmes ? Avons-nous laissé tomber le travail « dans l'urgence » des contre sommets pour le remplacer par le travail tout aussi « dans l'urgence » des luttes quotidiennes spécifiques ? N'y a t'il pas un équilibre possible entre les mobilisations massives ponctuelles sur des enjeux larges et le travail de base sur des luttes thématiques à long terme ?

Au cours des dernières années, certaines expériences de travail en coalition ont porté leurs fruits. Nous pouvons mentionner la coalition Avortons leur congrès en 2005, le 1er mai anticapitaliste qui, depuis 2008, s'est transformé en tradition annuelle rassembleuse de la gauche radicale montréalaise, ou même l'appel de la CLAC 2010, qui malgré le fait qu'elle n'ait pas réussi à attirer les groupes à s'y impliquer, a le mérite d'avoir rassemblé à nouveau plusieurs militantEs, jeunes, vieux et vieilles, autour d'un effort conjoint de mobilisation. Mais, dans l'ensemble, le travail en silo des divers collectifs a largement primé sur le travail conjoint.

De manière générale, il semble que « nous n'avons plus le temps » de travailler ensemble… Où est-ce par manque d'intérêt ? La création d'une CLAC ponctuelle pour organiser la récente mobilisation contre le G20 au niveau local a remis sur la place publique le discours anticapitaliste ; mais ce ne sont que quelques individus des différents groupes anarchistes qui s'y sont intéressés, la plupart des forces étant venues du milieu étudiant. On peut espérer que cela aura permit de renouveler un peu le mouvement. Mais pourquoi si peu d'intérêt de la part des militantEs ? Est-ce le sujet de la mobilisation ? Mais, si ni le G20, ni les olympiques, ni les élections fédérales, ni le budget provincial, ne font consensus comme thème justifiant une nécessité de travailler ensemble, qu'est-ce qui peut nous amener à le faire ?

Si nous visons une transformation sociale radicale sur le long terme, une certaine forme de coordination de la gauche radicale est cruciale pour y arriver. Il est stratégique et essentiel d'articuler nos groupes et les luttes qu'ils mènent, en un mouvement anticapitaliste plus fort et plus unitaire, qui puisse grandir. Nous devons mettre les énergies nécessaires à la réflexion et à la construction sur le comment y parvenir. Quel est le bon véhicule pour se coordonner ? Quelles étapes devons-nous franchir en termes de réflexion sur nos stratégies et nos tactiques ? Quels moyens devons-nous mettre en place pour aller au-delà de la réflexion et avancer dans le processus de construction de formes concrètes d'articulation des luttes spécifiques dans un mouvement anticapitaliste à moyen et long terme ? Voici différentes questions sur lesquelles nous croyons qu'il est urgent de se pencher.

Nous devons dépasser la pensée binaire, malheureusement trop souvent présente dans le milieu anarchiste ; opposition entre luttes globales et luttes locales, opposition entre mobilisations larges selon la conjoncture et travail de base à long terme, etc. Il nous faut faire un saut qualitatif qui nous permette de formuler une stratégie cohérente, où les différentes formes d'organisations et de luttes que nous menons soient comprises comme étant complémentaires et se renforçant mutuellement, si et seulement si elles sont articulées.

Soutien financier aux arrêtéEs du G20



Nous avons encore besoin de vos dons pour la défense des arrêtéEs du G20. Les sommes reçues iront au FONDS DE DÉFENSE LÉGALE DES ACCUSÉ(E)S DU G20, qui finance les accuséEs qui en ont besoin.

<u>Veuillez émettre un chèque à l'ordre de</u> :
Convergence des luttes anticapitalistes
Et l'envoyer à l'adresse suivante :
QPIRG Concordia (CLAC-2010)
c/o Concordia University
1455 de Maisonneuve O.
Montréal, Quebec H3G 1M8



MERCI BEAUCOUP!!!


www.clac2010.net